

# LA VÉRITÉ

Premier journal paru dans la clandestinité (N° 1 août 1940)



30 Mars 1946

Prix : 2 francs

Abonnements:

26 numéros .... 50 fr.  
52 numéros .... 100 fr.  
C.C.P. Sauzet 3205-19 Paris

## LE SALAIRE AU RENDEMENT

Il est un fait indéniable: l'organisation syndicale s'est de tout temps dressée contre le principe du salaire au rendement. La plupart des cahiers de revendications présentés par les sections syndicales reconstituées à la Libération comportait invariablement: « intégration des primes de rendement dans les salaires horaires ».

Aujourd'hui, les chefs syndicaux sont pour le salaire au rendement. Croizat déclare au Congrès des Métallurgistes qu'il avait « l'espoir de faire admettre le principe d'une rémunération au rendement progressif sous forme de primes individuelles ou par équipe ».

Saillant dans Le Peuple mène campagne dans le même sens. Au Congrès de la Fédération du Bâtiment, le principe du travail à la tâche a été remis en honneur.

Pourquoi dans le passé les organisations syndicales se sont-elles toujours dressées contre l'institution du salaire au rendement?

Parce que dans le cadre du système capitaliste, où le patronat détient tous les moyens de production, le salaire au rendement profite avant tout aux patrons et au détriment des ouvriers.

Dans la valeur d'un produit fabriqué entrent:

1° La valeur des matières premières, de l'usure de l'outillage, de l'entretien, etc...;

2° Le salaire payé à l'ouvrier pour sa force de travail;

3° La plus-value produite par le travail et extorquée par l'exploiteur.

Prenons un exemple. Supposons que la valeur des matières premières, de l'usure, de l'entretien, corresponde pour une heure de travail à 80 fr., le salaire payé à 20 fr. et la plus-value à 20 fr. et que pendant cette heure de travail l'ouvrier fabrique 100 produits.

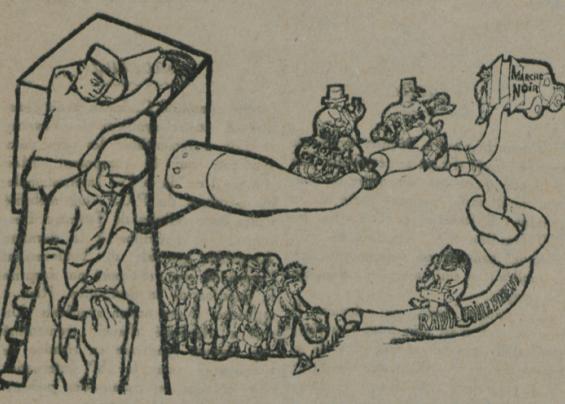
La valeur de ces 100 produits sera donc:

80 fr. + 20 fr. + 20 fr. = 120 fr., soit pour chaque: 1 fr. 20.

Appliquant la politique de Croizat, le métallo « appuie sur la bécane » et sue 25 produits en plus dans l'heure. En supposant que son boni horaire soit alors de 25 % il touchera 25 fr.; avec 80 fr. + 25 fr. + 25 fr. = 130 fr. pour le prix de revient de 125 produits.

Croizat a expliqué que « l'augmentation de la production sera sans aucune incidence sur le prix ». Acceptons-en l'augure. Le patron n'augmentera pas son prix de vente et vendra les 125 produits à 1 fr. 20 pièce, soit 150 fr., c'est-à-dire qu'il aura 30 fr. de surprofit. C'est-à-dire que là où l'ouvrier aura 25 % de boni, le patron en aura 150 %.

Voilà pourquoi l'organisation syndicale s'est constamment opposée aux salaires de rendement. Des statistiques publiées par le Ministère de la Production Industrielle prouvent que de janvier à juillet 1945, le chiffre d'affaires des magnats de la sidérurgie s'est élevé de 357 %, alors que le



salaires horaires ne s'est augmentés que de 48 %.

« Mais plus on produira, plus on pourra acheter. Les prix baisseront ». C'est le refrain que, depuis 18 mois, les chefs des partis ouvriers serinent à l'oreille de chaque ouvrier. Et pourtant, bien que les ouvriers aient poussés au maximum leurs efforts, les salaires leur permettent d'acheter de moins en moins.

Pourquoi? Parce que malgré les assurances faites de toute part, le coût de la vie s'élève sans cesse, alors que les salaires sont bloqués. De février 1945 à novembre 1945, ainsi que l'a déterminé le Syndicat Parisien des Instituteurs, le coût de la vie s'est élevé de 70 %, ce qui signifie que le pouvoir d'achat des masses s'est affaibli massivement. On calcule qu'aujourd'hui il s'élève à peine à 30 % de celui d'avant-guerre.

Un nouveau bâillon contre les ouvriers révolutionnaires.

## A BAS LE PROJET de loi électorale antidémocratique !

DANS bruit, la Constituante prépare une loi électorale destinée avant tout à assurer la continuation de la domination des trois « grands » partis, M. R. P., P. C. et P. S. Ces champions de la démocratie veulent voter, sous couvert de la proportionnelle, une loi bafouant les plus élémentaires notions démocratiques. Mentionnons:

1) L'éligibilité est reportée à 25 ans;

2) Il faut déposer 20.000 fr. par candidat;

3) Un parti ou une formation devra se présenter dans 20 départements au minimum; si l'on fait une simple addition au nombre de candidats ainsi nécessaires et une simple multiplication, on trouve qu'un parti devra, avant de commencer sa campagne, disposer d'une somme d'environ 2.500.000 francs pour être déposée en caution;

4) Ce n'est pas tout; pour que la proportionnelle joue à l'échelle nationale, il faudra obtenir au moins 5 % des suffrages; si l'on suppose de 15 à 20 millions de votants, cela fait qu'un parti qui n'aurait pas atteint les 750.000 ou le million de voix se verrait privé de toute représentation; ainsi une minorité de deux, trois ou cinq cents

mille travailleurs révolutionnaires qui se serait saignée aux quatre veines pour présenter des candidats, n'aurait droit à aucun élu, selon cette étrange proportionnelle.

CE PROJET VISE ESSENTIELLEMENT NOTRE PARTI

Ce ne sont pas quelques millions qui peuvent manquer à n'importe quelle clique réactionnaire ou démocratique. Dans les conditions présentes, il n'y a aucune autre formation que la nôtre contre qui ces dispositions s'appliquent.

Nous faisons appel à tous les militants des organisations ouvrières, en premier lieu à ceux qui sont intervenus pour demander de droit la parution de « La Vérité », pour qu'ils protestent contre ce projet scandaleux et s'opposent à son adoption. Nous leur demandons de dénoncer ce projet de prime aux gens fortunés et aux fortes organisations, ce projet qui n'est qu'un bâillon contre les minorités. Ce projet n'est pas encore voté; il faut qu'une campagne rapide et énergique fasse échouer ce projet où les grands partis veulent exercer un monopole sur la vie politique.

## Au travail pour le premier million avant le Premier Mai !

Contre ces lois qui visent à étouffer la voix qui défend les revendications des travailleurs, la lutte est engagée! L'acte le plus clair, celui qui portera le coup le plus dur, c'est la souscription à notre premier million! C'est ce qui permettra aux élus trotskystes de dire: non! aux assassins du peuple indochinois; non! aux affameurs du prolétariat parisien. Non! aux défenseurs de la bourgeoisie.

On veut l'empêcher en nous imposant 20 listes obligatoires et 20.000 francs de caution par candidat. Les Trotskystes, eux, ne reçoivent de subvention ni des trusts, ni du Pape, ni d'ailleurs. Ce n'est que sur les sacrifices des travailleurs conscients qu'ils peuvent compter. De cha-

que usine, de chaque quartier, doivent affluer les munitions pour abattre le rempart des lois antidémocratiques.

Lorsque 10 campeurs se retrouvent autour du feu de camp; lorsque quelques travailleurs vont boire un demi; lorsque tu fêles l'anniversaire du fils; à quelque occasion que ce soit; avant de se séparer, à quoi faut-il penser? A porter un coup à ceux qui veulent étouffer la voix des défenseurs de tous les travailleurs! Il faut rassembler 5 fr., 10 fr., 100 fr. et les envoyer pour le premier million!

Nos vendeurs de « La Vérité » présenteront des listes de souscription. En plus des 2 fr. pour ton journal de classe, verse pour le premier million! Et s'il a trop à faire avec sa vente, donne-lui cent francs et dis bien fort: la monnaie c'est pour le million!

Abonné! tu reçois cette semaine une formule d'abonnement de soutien à 250, 500 et 1.000 francs: c'est un gros effort qu'on te demande. Toi qui nous a soutenu, en t'abonnant, toi qui par ce geste as porté un coup au régime capitaliste, abandonneras-tu le combat? Non! Tu souscriras pour donner la parole aux Trotskystes.

Les militants du Parti, en plus de leur cotisation, versent chaque mois une phalange d'une journée de salaire. Pour le premier million, ils se priveront encore davantage. Quel sympathisant à notre Parti ne voudra avoir la fierté de se dire: « pour que la voix de la Révolution prolétarienne retentisse pour les travailleurs du monde entier, dans le parlement même de cette bourgeoisie que nous abattons, j'ai fait ce que font les Trotskystes: je verse ma journée de salaire au premier million. »

Des artistes, des savants sympathisent avec notre mouvement. Ils ont compris qu'il n'y a plus d'avenir pour la science, et pour les arts, en dehors de la révolution prolétarienne. Ils nous ont déjà soutenus. Aujourd'hui, ils doivent faire un véritable sacrifice pour le socialisme. Nous attendons d'eux des sommes beaucoup plus grosses que celles que peuvent nous apporter des ouvriers!

Nous aurons nos trois millions! Le prolétariat révolutionnaire aura ses défenseurs à la Chambre. Grâce aux sacrifices de tous, la voix des Trotskystes retentira dans le monde.

P. BOUSSEL.

## UNITÉ D'ACTION

contre

### L'OFFENSIVE ANTISOVIÉTIQUE

La campagne anti-soviétique se poursuit; le capitalisme mène une offensive politique internationale à propos de l'Iran. Le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies se trouve saisi. Churchill, celui qui peu de temps auparavant était le « vieux camarade de bataille » de Staline, continue d'être le plus ardent champion pour une nouvelle croisade. La B.B.C. commence une série d'émissions en langue russe. L'organe libéral, The Economist, exprimant l'opinion d'importants groupes de la City, suggère aux Etats-Unis et à l'Angleterre de réoccuper le sud de l'Iran au cas où les troupes soviétiques n'évacueraient pas ce pays.

La situation présente un caractère suffisamment tendu pour que les Soviétiques invoquent, du moins officieusement, un traité de 1921 selon lequel leurs troupes pourraient occuper le territoire de l'Iran au cas où celui-ci pourrait devenir la base d'une attaque contre l'U.R.S.S.

On sait que nous n'approuvons pas la politique de Staline, car des occupations, comme celle de l'Iran, à côté des avantages immédiats qu'elles peuvent offrir (ressources géographiques, positions stratégiques), entraînent des désavantages beaucoup plus grands; elles troublent la conscience des masses au lieu de l'éclairer.

On sait aussi que nous condamnons la politique de Staline, réduite à des contre-maœuvres diplomatiques et, sous la pression extrême des événements, à des appels vagues à l'opinion publique mondiale. Dans ses récentes interventions, Staline dénonce les bote-feu; il demande même qu'on les réduise au silence; il exprime que tout irait bien sans eux, et se garde bien d'expliquer que ces bote-feu sont dangereux précisément parce qu'il y a de la poudre dans de nombreux coins du globe.

Mais ce qui nous détermine, c'est qu'au delà de la bureaucratie et de sa politique, le sort de l'U.R.S.S., c'est-à-dire de ce qui subsiste, en dépit de tout, des conquêtes d'octobre,



Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la mort de notre camarade RAFFIN-DUGENS

Élu député en 1910, il participe, en 1916, à la conférence internationale de Kienthal, puis vote contre les crédits de guerre, fonde le P. C. dans l'Isère. Rejoignit le P.C.I. en 1945.

Le P. C. I. salue la mémoire du militant révolutionnaire disparu.

est en cause. Et c'est pourquoi nous avons déclaré que nous serons une fois de plus pour la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. C'est aussi pourquoi nous avons proposé au P. C. F. une unité d'action pour la défense de l'U.R.S.S., une action commune pour alerter et mobiliser les masses travailleuses de France.

Les prolétaires de France sont très attachés à l'U.R.S.S. Ils pourront voir si le P.C.F., qui prétend être le meilleur ami de l'Etat soviétique, préfère poursuivre la coalition avec les ennemis de l'U.R.S.S. et calomnier les trotskystes que de mener avec ceux-ci une campagne commune pour la défense de l'U.R.S.S.

## UNE LETTRE D'INDOCHINE.

### De Septembre à Décembre 1945 EN COCHINCHINE

D'Indochine vient de nous parvenir une longue lettre sur la lutte ardente que mènent les masses d'Indochine pour leur libération. La place réduite dont nous disposons nous oblige malheureusement à ne passer pour l'instant qu'une

partie seulement de cette lettre.

Ajoutons que l'auteur n'est pas un Trotskyste. C'est un militant ouvrier d'Indochine qui y occupe une position très responsable dans le mouvement syndical.

A partir du débarquement japonais du Sud de l'Indochine et surtout à partir de la date du mouvement de De Gaulle en France, chez nous débuta le mouvement du Viet-Minh pro-allié et antiaxiste. Parallèlement se développait au Nord, le mouvement du « Nouveau Viet-Nam » et dans le Sud le « Parti de l'Indépendance » tous deux s'appuyant sur les Japonais contre les Alliés. Nous parlerons ici seulement du Viet-Minh.

Il a commencé au Tonkin, organisé par le P. C. indochinois. Il se compose des partis suivants: le P. C. indochinois, le Parti Nationaliste indochinois, les restes du Parti de Phan-Boi-Châu (Nguyen-Hai-Thân, pro-chinois), Nouvelle République (Etudiants), Intellectuels. Il a combattu vigoureusement depuis 1942 l'occupation japonaise avec les armes et les munitions fournies ou vendues par les Chinois et les Américains. En 1943, des officiers américains sont parachutés au Tonkin dans le territoire conquis par le Viet-Minh. En 1944 s'organise une armée Viet-Namienne instruite par les officiers américains. Cette armée est parvenue à conquérir vers la fin de 1944 six provinces du Haut-Tonkin. En mars 1945, elle est arrivée à s'emparer de deux autres provinces. En juillet, elle attaque Thaï-Nguyen. Le 14 avril, elle s'empara de Hanoï; le 18 août, de tout le Tonkin.

En Cochinchine, après le putsch de 1941, les quelques camarades survivants s'organisent clandestinement. Le Viet-Minh fut espionné et traqué par les colons français et par les Japonais. Les camarades étaient peu nombreux au début, c'est pourquoi le travail était très difficile. Dans la région de Saïgon, les régions de Cholon, Gia-Dinh, Go-Vap, le principal travail d'organisation des ouvriers est l'organisation syndicale clandestine. Cette organisation syndicale clandestine était très périlleuse surtout à cause de la police française de Decoux qui connaissait

le pays beaucoup mieux que la police japonaise et avait aussi plus d'expérience locale.

Le Viet-Minh de Cochinchine comprenait: le Parti Communiste, les syndicats, la Jeunesse d'Avant-Garde (1.300.000 adhérents), la Nouvelle République, Jeunesse religieuse. Les Trotskystes ont demandé à participer à ce front. Le Viet-Minh les a refusés mais ils déclaraient qu'ils soutenaient le Viet-Minh sans condition dans sa lutte contre l'impérialisme. Le Viet-Minh se préparait à prendre le pouvoir et après la défaite japonaise, il organisa une manifestation monstrueuse. Plus de 700.000 personnes défilerent le long des rues et des boulevards. Les mots d'ordre inscrits sur les pancartes et les banderoles sont les suivants: « Indépendance totale du Viet-Minh »; « Vive la République démocratique du Viet-Nam ». Le gouvernement de Nguyen-van-Sâm et Hô-van-Nga, représentants de l'empereur Bao-Daï démissionna. Et à partir du soir du 25 août 1945, le Viet-Minh prit le pouvoir en Cochinchine. Le 26 août, toute la Cochinchine est gouvernée par le Viet-Minh sans aucun incident. Sauf à Ta-An à 50 km. au Sud-Ouest de Saïgon, où il y a eu attaque des partisans contre deux trains japonais à munitions et où il y a eu des morts.

Le Comité exécutif de la région Sud du gouvernement provisoire du Viet-Nam se compose de 9 membres: Tran-van-Giau (communiste), président; Hô-van-Triêng (étudiant en médecine) (Nouvelle République), Propagande; docteur Pham-ngoc-Thach (gauche des « Jeunes »), Affaires étrangères; Mai (communiste), Affaires intérieures région Est; Tao (communiste), Intérieur; Tay (communiste), Affaires politiques région Ouest; Hoang-don-Vân (communiste), Travail et Syndicats; Ngô-lân-Nhon (nationaliste), Economie.

(Suite page 2.)

## Souscrivez !

Lily, 50; Luc, 47; Un sympathisant, 100; Turin, 20; Chatel, 40; Un ouvrier de chez Panhard, 20; Pour le Grand Soir, 10; La SNAC, 20; Anonyme, 500; Pour le Million, 20. — Total: 827.

Collecte meeting du 12 mars, 6.186; Marcel, 90; X... 100; Tardieu, 100; Anonyme, 100; Anonyme, 100. — Total: 6.676.

Liste Quimper n° 10: Alain, 1.000; Fer, 20; Lulu, 25; Yves Marie, 40; Gent. Pèpé François, 60; Yves, 100; F. B., 10; M. T., 10; Ren, 300; Lili, 250; Jo, 60; Un groupe de cheminots 300; Un instituteur, 600. — Total: 2.775.

Liste 987-205.  
Collecte meeting du 21 mars: 949.  
Total des listes précédentes: 37.096.  
Total général: 48.528.

# LETRE D'INDOCHINE

Suite de la première page

Le 2 septembre, à l'appel du Président du Viet-Minh, Ho-Chi-Minh, se déroulèrent des manifestations monstres du nord du Tonkin au sud de la Cochinchine, de Lao-Kay à l'occasion de la fête nationale de l'Indépendance. Des coups de fusil tirés des maisons françaises qui bordent le long des rues provoquent des bagarres. A partir de ce jour, l'atmosphère est surchauffée.

Les colons français voulaient se réarmer avec l'aide des Anglais. Du côté annamite, on reprochait au gouvernement du Viet-Minh d'avoir trop de mansuétude envers les Français, de n'être pas assez énergique envers ces derniers. A la suite de l'ordre donné par les alliés de désarmer la population, un certain nombre de partisans, dont les trotskystes, préparaient un soulèvement. A Saigon, chaque jour, éclataient 5 à 6 conflits entre les ouvriers et les patrons français. Le 10 septembre 45, le siège du Comité exécutif (l'ancien Palais du Gouvernement) est pris par les Anglais. Alors la colère des masses atteint un niveau extrême: boycottage dans les marchés, et à partir du 15 septembre, plusieurs bagarres entre quatre Français et les « Jeunes » se sont produites. Le Viet-Minh, pour ne pas mécontenter les autorités alliées, donna uniquement l'ordre à la population de garder le calme. Pendant ce temps, les colons français méditaient un coup de force. Le matin du 23 septembre, l'Hôtel de Ville fut pris par eux. De même, le siège des organisations syndicales.

Le Comité exécutif du Viet-Minh en Cochinchine, à la suite du coup de force entrepris par les colons français, ceux-ci aidés par l'armée britannique, fut en partie dispersé, en partie arrêté.

Le Président de ce Comité exécutif, Tranc-van-Giau, fut regardé par la population annamite comme responsable du coup de force français et il perdit par la même occasion un certain crédit chez les masses. Le Comité restant organisa alors la défense et consolida les positions, après quelque temps de désorientation. Les chefs du Viet-Minh avaient mis leur confiance auparavant dans la bonne foi des alliés et surtout ne croyaient pas à la possibilité d'un coup de force français. A partir de ce moment, tout est mis en défense, du Nord jusqu'au Sud. Le système fut mis au point, du Tonkin jusqu'au centre de l'Annam, tandis que dans le sud de l'Annam, de violents combats s'engageaient à Nha-Trang, Phan-Thiet, Kom-Tum, Qui-nhon. De Xuan-Loc jusqu'en Cochinchine, les chefs-lieux sont occupés par les troupes de Leclerc.

Dans les villes, c'était le boycottage général de la part de la population; les villes furent vidées de leurs habitants, les marchés n'étaient plus fréquentés, les rizières n'étaient plus labourées.

Les partisans du Viet-Minh suivent uniquement la tactique de guérilla. Quand il y a des pertes dans les rangs français, alors ceux-ci mitraillent qui ils rencontrent dans les rues, et sur les routes; les vieillards, les femmes et les enfants n'y échappent pas; ils brûlent les villages et pillent les maisons avec une sauvagerie indescriptible.

Le Président Ho-Chi-Minh a lancé un appel pour le recrutement d'une

vingtaine de jeunes gens dans chaque village pour les organisations de choc Cam-Tu (volontaires de la mort). Mais en Cochinchine, dans chaque village, il y a 200 et même 300 personnes qui sont volontaires pour le « Cam-Tu ». Ceux qui sont éliminés du « Cam-Tu » nourrissent une colère et une haine extraordinaires. Ils veulent des grenades et s'en vont dans les villes occupées pour les lancer sur

## Pour l'unité du Viet-Nam

Nous avons reçu la résolution suivante:

Les ressortissants annamites résidant en France, originaires des provinces de la Cochinchine et du Sud Annam, expriment leur fidélité envers le Gouvernement de la République du Viet-Nam à Hanoi et émettent leur vœu que le référendum prévu dans l'accord du 6 mars soit réalisé le plus tôt possible, afin d'assurer le retour à la vie normale dans les territoires annamites du Sud. L'unité du Viet-Nam, fait évident du triple point de vue ethnique, historique, linguistique, s'est encore démontrée dans les six mois qui viennent de s'écouler, durant lesquels la population annamite du Sud a donné des preuves historiques de son patriotisme et de son dévouement à son Gouvernement national. Seule, la reconnaissance du Viet-Nam dans son intégrité (Tonkin, Annam, Cochinchine) permettra de restaurer l'ordre et d'établir des relations amicales, évidemment souhaitables, entre les peuples français et annamites.

Les Sociétés de Secours Mutuel des Provinces de la Cochinchine et du Sud d'Annam. Province de Binh-Dinh (Quinhon).

Moulins, le 22 mars 1946.  
Le Président,  
NGUYEN-LUAN.

## Du Havre

Voilà, j'ai fondé une cellule à bord. Oui, nous sommes sept. Elle comprend: le délégué syndical (graisseur), l'ouvrier électricien, trois autres grasseurs, un nettoyeur et moi. Nous tenons une réunion par semaine. Nous discutons des passages de bouquins que j'ai amenés, puis un camarade par semaine note les communiqués journaliers qui nous sont donnés par radio, puisque nous avons la radio à bord. Nous y faisons un travail très intéressant et surtout nous visons les camarades du pont.

UN MARIN.

## De Savoie

Les camarades de la région de Grenoble ont tenu, le mercredi 13 mars 1946, une réunion à Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie). Devant 200 personnes, en majorité membres du P.C.F., ils développeront le programme et les mots d'ordre de notre parti. Plusieurs contradicteurs vinrent expliquer leurs désaccords, et même leurs accords, avec certaines de nos positions. Ceci dans une atmosphère des plus cordiales. La réunion se termina au chant de l'Internationale, après le vote à l'unanimité d'une motion réclamant la parution légale de la Vérité.

Plas, secrétaire fédéral du P.C.F., qui était venu de Chambéry (pour ne pas dire grand-chose), fut assez déçu de constater que les membres du P.C.F. de Saint-Jean écoutaient avec intérêt les exposés de nos camarades. Aussi était-il décidé à prendre sa revanche. Le lendemain 14 mars, à la réunion organisée par le P.C.I. à Chambéry, il vint avec une centaine de stalinien bien décidés à ne rien écouter et à saboter la réunion.

Ce qu'ils firent, n'y gagnant que le mépris de ceux qui pensent que de pareilles méthodes sont exactement le contraire de la démocratie.

Beau travail, camarade Plas, qui permettra peut-être encore le succès de Pierre Cot, tête de liste du P.C.F.!

## De Brest

Incapables de se justifier sur le plan théorique, les responsables du P.C.F. donnent l'ordre, à leurs militants les moins conscients du rôle qu'on leur fait jouer, de « casser la gueule aux trotskystes ». C'est en ces termes que Gaby PAUL, il y a plus d'un mois, a parlé aux cadres du P.C.F. de Brest.

Le 17 mars (ils ont mis le temps pour préparer leurs coups), des équipes de cinq P.C.F. ont attaqué chacun de nos vendeurs de « La Vérité », ont saisi et déchiré les journaux, bousculé nos camarades et promis de ne pas s'en tenir là à la prochaine occasion.

« L'occasion » se présente justement, le 24 mars, la Région Bretonne organisant un grand Meeting, à Brest; les dirigeants du P.C.F. pourront apporter la preuve que leurs injures sont justifiées. Nous plaçons le débat sur ce terrain et non sur celui du « cassage de gueule »...

...Convaincus d'ailleurs, que sur le plan politique ce sont les bonzes du P.C.F. qui « cassent la gueule » et ils n'étoufferont pas « La Vérité ».

A. LEBLOND.

les troupes d'occupation. Les femmes participent activement à cette lutte avec un enthousiasme et un courage admirables. Celles qui s'engagent dans d'organisation, « les Femmes de l'Avant-Garde », sont innombrables. Des dizaines de milliers ont été arrêtées depuis le 23 septembre. Des centaines et des milliers sont arrêtés chaque fois. Les prisons sont archi-remplies. Les tortures sont atroces. Mais la volonté de lutte n'a pas diminué et à Saigon occupé par les troupes françaises, on continue à entendre le bruit des rafales de mitrailleuses et l'explosion de grenades.

La bravoure des jeunes gens est inimaginable. Par exemple, dernièrement, un jeune garçon de 17 ans s'est enroulé de chiffons imbibés d'essence et s'est jeté dans le magasin de matériel Simon Pietri pour l'incendier.

## AU CONGRÈS de l'U. D. de la Région Parisienne

Du rapport du secrétaire général Eugène Hénaff:

« Le gouvernement actuel est en progrès par rapport au précédent. D'aucuns disent: mieux vaut faire la Révolution que de soutenir ce gouvernement. La Révolution, nous la préparons, elle est en vue, nous gagnons tous les jours des positions. Nous y allons par un chemin différent de celui que nous avions prévu, nous tenons compte des événements.

« Tant pis pour ceux qui ne changent rien à leurs conceptions. Ils ne comprennent pas que tout change, vit et disparaît. A nous, d'influencer les événements dans un sens favorable à notre cause. Eux, ne sont pas des chefs, mais des bornes kilométriques ».

Voilà donc venu le jour où les stalinien, se posant ouvertement en réformistes, reconnaissent en public l'immuabilité de nos assises, jalons de la voie révolutionnaire, « bornes kilométriques » qui, elles, ne disparaissent pas!

Et, par ailleurs, du même: « La politique du gouvernement n'est pas réactionnaire. Sur le plan intérieur, il y a signature d'un accord avec le Viet-Nam, faisant de l'Indochine « un peuple enfin libre et indépendant » (qu'en pensent les Indochinois?).

Sur le plan extérieur, des accords économiques favorables à la France, permettant notamment la soudure du blé. Et à ce sujet: « Cet infâme torchon, Le Canard Enchaîné a pris sa place « dans le combat anti-soviétique ».

Et pan sur le bec!

Du délégué de la police: « Les policiers sont entièrement au service de la classe ouvrière ».

En avant pour l'unité d'action lors de la prochaine grève!

D'un métal stalinien: « La lutte qui se mène maintenant n'est pas révolutionnaire. Pourtant, les mêmes hommes sont à la tête des partis de gauche. Dépassés par les événements politiques, il faut donner des explications à notre position de l'heure présente. »

Et nous n'aimerions pas être à leur place...

Et encore d'Eugène Hénaff: « Comme a dit Babeuf: lorsqu'un ennemi me félicite, je me demande quelle bêtise j'ai faite. »

Et pourquoi ne pas rendre à Babeuf ce qui est au socialiste allemand Bebel?

## La Vie du Parti

PERMANENCES

REGION PARISIENNE, au Siège du P. C. I., 19, rue Daguerra (14<sup>e</sup>): chaque jour de 17 à 19 h. 30 et le samedi de 15 à 19 h. 30.

GRENOBLE, C-5 Mayouze, place Bir-Hakeim (ex place Malakoff). Samedi 17 à 19 h.

MARSEILLE, Bar - dégustation Noailles, angle gare de l'Est, Vieille Bourse du Travail. Mercredi et Samedi de 17 à 20 heures.

BORDEAUX, 34, Cours Aristide-Briand, Bar de la Bourse. Samedi après-midi et dimanche matin.

CLERMONT-FERRAND, place Gaillard, Café National. Tous les samedis de 16 h. à 19 h. Adresser toute la correspondance à cette adresse.

SAINT-ETIENNE, place du Peuple, Café Besset. Tous les samedis de 17 à 19 heures.

NANTES, Café des Amis des Sports, place de la Duchesse-Anne. Tous les samedis, de 15 h. à 19 heures.

## Pour la parution légale de « LA VÉRITÉ »

### De la S.F.I.O. du Rhône

NOUS apprenons la saisie à Paris, du journal communiste internationaliste « La Vérité », auquel on refuse l'autorisation de paraître, malgré sa publication dans la clandestinité, depuis août 40. Nous réproprons cette mesure arbitraire et cette atteinte à la liberté de la presse.

Les journaux révolutionnaires ont davantage le droit à la parole que les libellés réactionnaires du genre de « L'Epoque ». Nous avons d'autant plus le devoir de le dire, que nous ne sommes pas d'accord avec nos camarades trotskystes.

Autorisez « La Vérité »!  
Le Bureau Fédéral.

### De la S.F.I.O. du Finistère

Le dimanche 17 mars s'est tenu à Quimper le Congrès départemental socialiste.

De nombreuses interventions en faveur de notre parti déchaînent les applaudissements de tout le Congrès. Citons principalement les interventions d'Armand Prigent, maire de Plougonven, qui demande l'unité P. S., P. C. F., P. C. I., de Ranger, délégué à la propagande, qui demande que l'unité se fasse surtout avec la IV<sup>e</sup> Internationale, parti vraiment internationaliste, et avec lequel on doit compter à l'heure actuelle. Puis une motion de Reeb (délégué à la propagande), demandant la parution légale de « La Vérité », est vivement applaudie et votée à l'unanimité.

A la fin du Congrès un membre du P. C. I. vient apporter son salut fraternel aux camarades socialistes et les remercie pour la motion qu'ils ont votée en faveur de notre journal. L'accueil qui lui est fait est des plus chaleureux.

E. R.

## Ce qu'il faut lire...

« La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer » de LENINE: Une brochure. Prix: 20 fr.

Septembre 1917. En Russie. La famine approche, la désorganisation économique est chaque jour plus profonde, le krach financier est imminent.

Mais Lénine, exilé en Finlande, s'adresse néanmoins au parti et aux masses ouvrières et paysannes désorientées, par une brochure, où il résume l'ensemble des moyens propres à conjurer la catastrophe:

Nationalisation des banques, des monopoles, abolition du secret commercial, réglementation de la consommation avec contrôle des pauvres sur les riches... avec tout un luxe de détails pratiques sur les diverses formes d'envisager et de contrôler leur signification, etc...

Il stigmatise le sabotage du gouvernement qui consiste à reconnaître « en paroles » le principe du contrôle, mais à retarder l'application, et il conclut en déclarant aux mencheviks et S. R. que comprend le gouvernement: « ON NE PEUT PAS ALLER DE L'AVANT, SI L'ON A PEUR D'ALLER AU SOCIALISME! »

C'est cette courte brochure, écrite à la veille d'Octobre, dans le style remarquablement concis de Lénine, que le P. C. I. réédite aujourd'hui. Ses travailleurs trouveront dans cet ouvrage un des meilleurs instruments de propagande et d'éclaircissement dont ils ont besoin.

Les éditions « Pionniers » viennent d'éditer une œuvre de L. TROTSKY, intitulée « LE MARXISME ET NOTRE EPOQUE » non traduite jusqu'alors en français.

Vous passerez vos commandes au Parti qui bénéficiera, ainsi, de la ristourne aux libraires. C.C.P. Saujet 3205-19, Paris 30 fr. 1 exemplaire... 250 fr. par 10 exemplaires... 1.000 fr. par 50 exemplaires.

Gallimard, après avoir réédité Fascisme et Grand Capital, de Daniel Guérin, une analyse matérialiste du phénomène fasciste en Italie et en Allemagne, va publier sous peu, du même auteur, LA LUTTE DE CLASSE SOUS LA PREMIERE REPUBLIQUE. Bourgeois et bras nus, 1793-1797. Cet important ouvrage, fruit d'un travail de cinq années, remet en cause les versions communément admises (y compris celles de Jaurès et de Mathiez) et présente une interprétation nouvelle de la Révolution Française, éternellement jeune.

## Manifestation populaire à Pleyben contre la gabegie du ravitaillement

La population de Pleyben, protestant contre le manque de pain, s'est opposée le mercredi 13 mars au départ d'un camion de farine et en a réparti les 45 quintaux entre les six boulangeries.

La foule s'est ensuite rassemblée salle de la Mairie et a élu une Commission de surveillance du Ravitaillement. Cette Commission, après avoir protesté auprès du sous-préfet de Chateaulin contre le manque de farine, le manque de beurre et de moyens de chauffage, l'a obligé à s'expliquer devant la population. Un camarade lui répondit en montrant l'incohérence du ravitaillement, les contradictions des mesures administratives, le manque de mesures contre le marché noir et montra la nécessité d'un plan sous le contrôle démocratique des travailleurs, tandis que ménagères, ouvriers et paysans posaient au sous-préfet quelques questions indiscrètes auxquelles il ne put répondre.

L'assemblée décida de conserver la farine et d'assurer ainsi à l'agglomération quelques jours de pain.

Le soir, une réunion extraordinaire du Conseil municipal élargi aux représentants de la C.G.A. et à la Commission élue, attirait à la Mairie plus de 1.000 personnes et reprenait la discussion. La population unanime décidait de ne rien changer aux décisions précédentes et de s'opposer à toutes représailles avec énergie.

Le secrétaire départemental du P. C. F., Alain Carian, accouru de Quimper, voulant intervenir en désapprobation de ces « méthodes démagogiques », ne put parler. Avec trois de ses collègues, il tenta de s'en prendre aux camarades qui menaient le mouvement, les traitant d'hitléro-trotskystes. Ce fut un tollé général, quand un membre du P.C.F., écœuré de l'attitude des bonzes de son parti, annonça à haute voix qu'ils avaient dit de casser la gueule à un camarade du P.C.I.

Le maire leur enjoignant de se taire, ils se contentèrent de colloques. A la fin de la réunion, comme ils créurent bon de calomnier notre camarade, la foule leur fit une conduite de Grenoble jusqu'à leur superbe Mercedes. Il fallut tout le sang-froid de quelques camarades pour éviter que la voiture ne soit démolie et empêcher les représailles physiques. Mauvaise journée pour le P.C.F. qui bloque avec la Préfecture contre une population qui réclame:

— Même ration de pain pour tous, supplément de 50 grammes pour les grandes villes sinistrées.

— Du beurre pour ses tickets.

— Du bois ou du charbon pour le chauffage.

— L'expédition par la commune des marchandises excédentaires à des villes déterminées sous contrôle des consommateurs.

## On nous écrit...

Rennes

« Devant 300 personnes, parmi lesquelles on remarquait la présence de nombreux Espagnols, l'orateur de la Fédération anarchiste, La Planché, prit la parole. Il en vint au problème allemand en insistant sur l'innocence du peuple allemand, première victime d'un fascisme qui devait asservir toute l'Europe, y compris la France de Pétain, et accusa violemment le P.C.F. de déchaîner une vague de chauvinisme tendant à présenter le peuple allemand dans son ensemble comme le responsable de la guerre, ce qui ne peut que faciliter et justifier l'exploitation du prolétariat allemand par les puissances impérialistes.

Plusieurs contradicteurs, tous stalinien, se présentèrent à la tribune. L'un d'eux prétendit jeter l'anathème au peuple allemand tout entier pour n'avoir pas empêché l'ascension de Hitler au pouvoir et allégué que les S.S. et les membres de la Gestapo émanaient directement du peuple allemand et termina en chantant le traditionnel refrain aux fusillés communistes de la Résistance. D'autres stalinien tentèrent aussi d'apporter quelques contradictions timides et pitoyables.

Un camarade du P.C.I. monta également à la tribune pour exposer brièvement le programme transitoire du Parti et réclamer la parution légale de la Vérité.

L'échec des stalinien a été complet, d'autant plus complet qu'ils avaient délégué deux ou trois nullités pour apporter la contradiction. Les stalinien qui étaient venus nombreux avec la ferme intention de saboter la réunion, s'ils ne furent pas conquis, furent au moins déçus.

Un releveur du gaz de Suresnes.

Taverny

Notre camarade Craipeau avait constitué le centre syndical de Taverny et aidé à reconstruire les principaux syndicats qui le composent. Mais comme il est de la IV<sup>e</sup> Internationale, les membres du P.C.F. ont mobilisé toutes leurs cellules de Taverny, Bessancourt et Frépillon à la dernière Assemblée générale et, bouleversant l'ordre du jour, ont posé par surprise la question de sa destitution. Rien à reprocher à son action syndicale. Un seul a reproché d'avoir transformé une réunion syndicale en réunion de propagande pour la IV<sup>e</sup> Internationale et tous les camarades présents ont témoigné du contraire.

A la fin, les camarades du P.C.F., pour la plupart, n'avaient pas la conscience très tranquille pour voter. « Vous vous dégonflez? » leur reprocha l'un d'eux à voix basse. Alors seulement les mains se levèrent: 37 contre; 18 pour Craipeau; une quinzaine évitèrent de participer au vote. Ces méthodes ne renforcent pas le syndicat.

Notons que le P.C.F. s'était auparavant dérobé devant la proposition d'un jury d'honneur faite par le centre syndical à la demande de Craipeau.

ABONNEZ-VOUS A « LA VERITE »

Nom.....

Adresse.....

Désire m'abonner à « La Vérité » pour 26 numéros: 50 fr. 52 numéros: 100 fr. (Rayer la mention inutile)

Envoyez de suite ce bulletin à l'adresse suivante: « LA VERITE », 19, RUE DAGUERRE, et les mandats au C.C.P. E. Saujet, 3205-19, Paris.

BULLETIN INTERIEUR

Imprimerie Spéciale de « LA VERITE »